

« Passage aux normes IFRS : Quel impact sur les normes d’audit et sur la mission du commissaire aux comptes ? »

Youssef GHANDARI ¹

Résumé :

La mission d'auditeur financier, dans un cadre légal ou contractuel, conduit à exprimer une opinion sur les comptes conformément au référentiel comptable utilisé : les comptes devant exprimer sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'entité et les résultats de ses opérations.

Le fait de transiter vers le référentiel comptable IFRS pour les entités concernées, aura sans doute un impact, non pas sur les objectifs de l’auditeur financier qui demeurent inchangés, mais sur sa démarche et la méthodologie qui doit être utilisée pour atteindre les dites objectifs.

Les IFRS, encadrées par un cadre conceptuel, comportent certaines spécificités qui ne seront pas sans incidence sur la démarche de l’auditeur, sur les normes de comportement et les normes de travail des auditeurs.

Mot clés :

Audit financier, commissariat aux comptes, normes IFRS,

Summary:

The financial auditor's mission, in a legal or contractual framework, leads to express an opinion on the accounts in accordance with the applied accounting standards : The accounts that must express sincerely, in all material respects, the financial situation of the entity and the results of its operations.

Transiting to the IFRS accounting standards for the entities concerned will undoubtedly have an impact, not on the objectives of the financial auditor which remain unchanged, but on its approach and the methodology to be used to achieve the said objectives.

The IFRS, regulated by a conceptual framework, contain certain specificities that affect the approach of the auditor, the standards of practice and the standards of work of the auditors.

Key words:

Financial Audit, legal Audit, IFRS standards

¹ Enseignant-chercheur à l’ENCG de Settlat, Université Hassan 1^{er}

Introduction :

Dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation, la mise en place et l'adoption d'une normalisation comptable internationale s'avère une nécessité puisque cette adoption des normes internationales viendrait satisfaire les besoins de différents investisseurs et actionnaires en matière d'information comptable et financière claire, transparente et compréhensible par les différents utilisateurs. Cependant, il ne faut pas négliger qu'une réforme de cette ampleur dans le monde implique pour les différents acteurs de gouvernance et de contrôle des entreprises, des institutions professionnelles et des utilisateurs des comptes des efforts considérable de préparation à cette transition. Les auditeurs financiers et commissaires aux comptes, organes de contrôle, ne sont pas insensible au passage vers les nouvelles normes.

Quel impact aura ce passage sur leur mission et les normes de comportement qui régissent leur profession telle est la question qu'on va essayer d'y répondre à travers ce papier. Pour ce faire un rappel sur les principes et les spécificités des normes IFRS s'impose au départ avant d'aborder en second lieu les conséquences de ce passage sur la mission et les normes professionnelles d'audit financier en générale et du commissariat aux comptes en particulier.

1. Aperçu général sur les normes IFRS.

Jusqu'à la fin des années 80, l'activité de la normalisation comptable était strictement nationale pour des raisons fiscales et juridiques. Cette conception ou logique fut revue au dernier quart du vingtième siècle suite à l'intensification des échanges internationaux et la globalisation de l'économie. En effet, la multitude des référentiels comptables poussait les investisseurs à passer un temps énorme à les comprendre avant d'analyser la situation économique des entreprises dans lesquelles ils souhaitaient investir.

Plusieurs organismes furent donc créés dans le but de mettre au point une normalisation comptable internationale, parmi lesquels :

- L'International Accounting Standards Board (IASB) qui est un organisme indépendant chargé d'élaborer les normes IAS/IFRS. Successeur de l'International Accounting Standards Committee (IASC) créée en 1973, il est chapoté par la fondation Trustees qui a la responsabilité de nommer les membres de l'IASB.
- L'organisme chargé de l'interprétation des normes dénommé l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC). Celui-ci, successeur du Standards Interpretation Committee (SIC) de l'IASC, a pour mission d'interpréter les normes existantes et surtout celles où des traitements divergents pourraient en faire objet.

L'internationalisation et l'interdépendance des marchés financiers mondiaux furent les éléments essentiels qui ont rendu nécessaire une harmonisation comptable au niveau international.

En effet le constat fut le suivant :

- Manque de comparabilité des entreprises dans le *temps* (pour une même entreprise) et dans l'*espace* (entre différentes entreprises) ;
- Un niveau de subjectivité important au niveau de l'établissement des comptes ;
- Une information financière ni *admise* ni *comprise* sur les différentes places boursières du monde ;
- Un langage financier très *hétérogène* et marqué parfois par un manque de transparence des comptes et une faible qualité de l'information fournie ;
- Des systèmes comptables des principaux pays du monde, qui ont tous des conceptions théoriques différentes. (L'approche anglo-saxonne fondée sur la réalité économique ; L'approche européenne fondée sur les textes de loi).

Les objectifs liés au développement des normes internationales peuvent être ramenés aux points suivants :

- Les IAS-IFRS sont des normes qui reposent sur un cadre conceptuel ayant pour principal but de créer un unique « langage » de l'information financière à travers le monde.
- Les normes IFRS sont également un ensemble cohérent et complet de normes pour l'établissement des états financiers. En effet, ces normes définissent les concepts de base : Définition des actifs et passifs ; Conditions de comptabilisation ; Modes d'évaluation.
- Elles constituent un appui à la démarche de convergence avec les normes des pays, et ont pour objectif d'obtenir une information financière correcte, complète et transparente, améliorant la pratique existante.
- Les normes IAS/IFRS visent à fournir aux investisseurs et aux marchés des étalons communs, normalisés et surtout précis de l'activité des entreprises.

En fin on peut dire que les normes internationales permettent à l'entreprise de travailler avec des principes bien précis afin de donner une image fidèle de ses comptes et ses états de synthèses. L'objectif visé est l'amélioration de l'information financière. En effet, Ces vingt dernières années, le monde a connu une série de scandales financiers touchant de près les informations financières communiquées par les entreprises impliquées. Il fallait donc restaurer la confiance de tous les utilisateurs de l'information financière, à savoir : les investisseurs, les banques, les actionnaires, les salariés, les fournisseurs, les clients, l'Etat et enfin, le public.

2. Rappel de la mission et normes du commissariat aux comptes.

2.1. Mission du commissaire aux comptes :

La loi sur les sociétés anonymes a stipulé qu'il doit être désigné un commissaire aux comptes devant réaliser une mission générale dont l'objectif est d'émettre une opinion motivée sur les états de synthèse afin de s'assurer qu'ils reflètent fidèlement l'image du résultat de l'exercice concerné ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

En effet « *Le ou les commissaires aux comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier, les valeurs et les livres, les documents comptables de la société et de vérifier la conformité de sa comptabilité, aux règles en vigueur. Ils vérifient également la sincérité et la concordance, avec les états de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration ou du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur le patrimoine de la société, sa situation financière et ses résultats* »².

Le commissaire aux comptes a ainsi une mission d'information, de prévention et de protection. Son rapport est d'une diffusion très large. De ce fait, sa mission est d'intérêt public.³

En outre, le commissaire aux comptes peut être chargé de vérifications complémentaires dont l'objet est de contrôler le respect des dispositions légales à l'occasion de la réalisation de certaines opérations spécifiques. Ces missions spécifiques intervenant dans le cadre de sa mission de certification et qui ont pour objet soit :

- de vérifier la sincérité de certaines informations,
- de s'assurer du respect de certaines garanties légales particulières ;
- des missions particulières relatives à la réalisation de certaines opérations ;
- une mission de communication de ses opinions aux organismes et personnes désignés par la loi.⁴

Le commissaire aux comptes est tenu de respecter, outre les dispositions légales prévues par la loi sur les sociétés anonymes, toutes les normes nationales (normes prévues par le manuel des normes de l'audit légal et contractuel de l'Ordre des Experts Comptables Marocains) et internationales (normes ISA) régissant la profession d'audit et commissariat aux comptes.

Le commissaire aux comptes délègue, en général, la réalisation de l'audit légal à ses équipes d'auditeurs. Ces dernières comprennent, selon le contexte de chaque mission, des auditeurs débutants, confirmés, responsables de mission supervisés par des directeurs de mission.

Tout au long de sa mission, le commissaire aux comptes opère toutes vérifications et tous contrôles qu'ils jugent opportuns et peuvent se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux.

Pour l'accomplissement de leurs contrôles, les commissaires aux comptes peuvent, sous leur responsabilité, se faire assister ou représenter par tels experts ou collaborateurs de leur choix, qu'ils font connaître nommément à la société.

Ceux-ci ont les mêmes droits d'investigation que les commissaires aux comptes.⁵

² Article 166 de la Loi n°20-05 du 23 mai 2008 modifiant et complétant la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes. Bulletin Officiel n° 5640 du 19 juin 2008.

³ Ordre des experts comptables, Manuel des normes, Audit légal et contractuel, Section 000, page 3.

⁴ OEC, Manuel des normes, Audit légal et contractuel, Section 000, page 4.

⁵ Article 166 de la Loi n°20-05 du 23 mai 2008 modifiant et complétant la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes. Bulletin Officiel n° 5640 du 19 juin 2008.

2.2. Les normes de travail des commissaires aux comptes.

Les normes de travail relatives à la certification couvrent les principales étapes de la mission d'audit du commissaire aux comptes :

- l'orientation préalable des travaux permettant, à partir d'une première connaissance de l'entreprise et d'une identification des risques, de déterminer le programme général des travaux de contrôle à mettre en œuvre ;
- l'appréciation des procédures et l'obtention d'éléments probants, selon un degré et des modalités définis par le programme général de travail ;
- l'organisation des travaux s'appuyant principalement sur la délégation et la supervision des travaux ainsi que sur la conservation de la documentation nécessaire.

a) Planification de la mission :

Le commissaire aux comptes doit avoir une connaissance globale de l'entreprise lui permettant d'orienter sa mission et d'appréhender les domaines et les systèmes significatifs. Cette approche a pour objectif d'identifier les risques pouvant avoir une incidence significative sur les comptes et conditionne ainsi la programmation initiale des contrôles et la planification ultérieure de la mission qui conduisent à :

- déterminer la nature et l'étendue des contrôles, eu égard aux seuils de signification ;
- organiser l'exécution de la mission afin d'atteindre l'objectif de certification de la façon la plus rationnelle possible, avec le maximum d'efficacité et en respectant les délais prescrits.

b) Evaluation du contrôle interne

A partir des orientations données par le programme général de travail ou plan de mission, le commissaire aux comptes effectue une étude et une évaluation des systèmes qu'il a jugé significatifs en vue d'identifier, d'une part les contrôles internes sur lesquels il souhaite s'appuyer, et d'autre part les risques d'erreurs dans le traitement des données afin d'en déduire un programme de contrôle des comptes adapté.

c) Obtention des éléments probants

Le commissaire aux comptes obtient tout au long de sa mission les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder l'assurance raisonnable lui permettant de délivrer sa certification.

A cet effet, il dispose de diverses techniques de contrôle, notamment les contrôles sur pièces et de vraisemblance, l'observation physique, la confirmation directe, l'examen analytique. Il indique dans ses dossiers les raisons des choix qu'il a effectués. Il lui appartient de déterminer les conditions dans lesquelles il met en œuvre ces techniques ainsi que l'étendue de leur application.

d) délégation et supervision :

La certification constitue un engagement personnel du commissaire aux comptes. Cependant, l'audit est généralement un travail d'équipe et le commissaire peut se faire assister ou représenter par des collaborateurs ou des experts indépendants. Le commissaire aux comptes ne peut déléguer tous ses travaux et exerce un contrôle approprié des travaux qu'il a délégués de façon à s'assurer que l'exécution des programmes de travail a permis d'atteindre les objectifs fixés.

e) Tenue des dossiers de travail

Des dossiers de travail sont tenus afin de documenter les contrôles effectués et d'étayer les conclusions du commissaire aux comptes.

Ces dossiers permettent par ailleurs de mieux organiser et maîtriser la mission et d'apporter les preuves des diligences accomplies

3. Les spécificités du cadre conceptuel du référentiel IFRS et impact sur la mission d'auditeur.

Malgré les bouleversements profonds apportés par le nouveau référentiel comptable IFRS en matière de normalisation comptables par rapport à normes nationales et en dépit caractère exceptionnel pour les sociétés concernées par l'adoption de ce nouveau référentiel, la mission de l'auditeur financier et commissaire aux comptes demeure inchangée et la prise en compte des effets du passage aux normes comptables internationales doit s'inscrire dans le cadre de sa démarche générale habituelle.

La mission d'audit financier légal ou contractuel conduit à exprimer une opinion sur les comptes conformément au référentiel comptable utilisé : les comptes devant exprimer sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'entité et les résultats de ses opérations.

L'auditeur financier doit ainsi porter un jugement sur :

- la conformité des comptes aux règles comptables et lois en vigueur,
- la sincérité des informations au regard des opérations réalisées par l'entreprise,
- l'image fidèle donnée par les états de synthèse des comptes et opérations de l'entreprise et de sa situation financière.

La définition de l'audit financier met l'accent sur l'obligation de donner une opinion sur les comptes par rapport un référentiel défini. Le fait de transiter vers un nouveau référentiel aura sans doute un impact, non pas sur les objectifs de l'auditeur, mais sur sa démarche et la méthodologie qui doit être utilisée pour atteindre son objectif.

3.1. Spécificités du cadre conceptuel du référentiel IFRS

Les IFRS, encadrées par un cadre conceptuel, comportent certaines spécificités qui ne seront pas sans incidence sur la démarche et l'étendu des travaux des auditeurs et commissaires aux comptes.

A- Prédominance de la substance sur l'apparence

Ce principe consiste à présenter les transactions et les autres événements en tenant compte de leur réalité économique plutôt que de leur seule forme juridique.

Plusieurs exemples peuvent être cités de contrat conclus par une entreprise et qui sont traités d'une manière différente par les normes comptables marocaines et les normes internationales :

- Contrat de location financement (crédit-bail)
- Contrat de prestation de service de transport
- Contrat de vente à crédit...

Les nouveautés apportées dans ce domaine par l'application des IFRS peuvent conduire l'auditeur financier à approfondir certains aspects de sa connaissance des activités de l'entreprise et des engagements qu'elle contracte.

L'impact de ce principe sur la démarche de l'auditeur est double :

- Impact sur la prise de connaissance générale d'entreprise : champ d'application plus vaste pour cerner toutes les particularités de l'entreprise et assimiler les difficultés liées aux opérations et transactions réalisées.

- Impact sur la durée de cette prise de connaissance : qui peut prendre plus de temps par rapport à une mission d'audit classique.

B- Recours plus fréquent au concept de juste valeur.

Sans revenir sur la définition de ce concept fort important et fort complexe, l'évaluation de la juste valeur peut être relativement simple, par exemple lorsqu'il existe un marché actif, ou au contraire plus complexe et nécessite alors une démarche d'évaluation par la direction du fait de la très grande diversité des méthodes d'évaluation possibles de la juste valeur.

Des exemples de situations qui peuvent requérir des estimations comptables en juste valeur comprennent :

- Les instruments financiers complexes qui ne sont pas commercialisés sur un marché actif et ouvert ;
- Les biens immobilisés ou des équipements détenus en vue de leur cession ;
- Certains actifs ou passifs acquis dans le cadre d'un regroupement, y compris le Goodwill et les immobilisations incorporelles ;
- Les transactions impliquant l'échange d'actifs ou de passifs entre des parties indépendantes sans contrepartie monétaire

Les procédures d'audit utilisée par l'auditeur et qui vise le contrôle des évaluations peuvent varier de manière significative quant à leur nature, leur calendrier et leur étendue.

Une bonne compréhension par l'auditeur financier du processus d'évaluation, y compris son niveau de complexité, est donc essentielle pour définir la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre.

C- Le recours croissant aux Evalueurs externes :

La multiplication des opérations de regroupements d'entreprises, associée à l'entrée en vigueur des normes IFRS pour les grands groupes cotés, a provoqué l'apparition d'un nouvel acteur : l'évaluateur externe spécialisé dans l'allocation du coût d'acquisition. Ces évaluateurs externes sont principalement des professionnels de la comptabilité et de la finance.

Cette situation pose deux questions liées : celle de l'acceptation de ce nouvel acteur par les auditeurs financiers et commissaires aux comptes mais aussi celle des implications de l'apparition de ce nouvel acteur sur le processus relationnel d'audit.

Pour les auditeurs, le recours aux évaluateurs externes peut constituer une opportunité économique et peut apporter du confort et une aide précieuse contribuant à l'amélioration de la qualité des missions d'audit financier.

Il apparaît également que la relation d'audit devient tripartite (entreprise, évaluateur externe, Auditeur). Le rôle de l'évaluateur externe est de constituer un premier contrôle de la démarche mise en place par l'entreprise. Ceci facilite alors la mission du commissaire aux comptes en préservant sa relation avec l'entreprise.

D- Un niveau de détail important des informations à fournir dans l'annexe et l'absence de cadre formel pour la présentation des comptes.

Les informations requises par les IFRS dans l'annexe sont nettement plus nombreuses et détaillées que celles prévues par la normalisation nationale. Ces informations supplémentaires peuvent dans certains cas :

- être plus difficiles à collecter et nécessiter des modifications des systèmes d'information ;
- poser des problèmes de confidentialité pour l'entreprise et la mettre dans une situation de distorsion de concurrence (information sectorielle, litiges, information sur les principales hypothèses retenues pour la détermination de la juste valeur de certains actifs ...).

Rappelons cependant que le motif de confidentialité ne peut être évoqué en IFRS pour éviter de fournir une information obligatoire.

Lors d'une mission d'audit des comptes en IFRS, le commissaire aux comptes prête une attention particulière au respect des dispositions des IFRS en matière d'information à communiquer, en prenant en compte leur caractère significatif.

Précisons finalement, dans un autre volet, que l'absence d'un cadre formel en matière de présentation des comptes et informations financières constitue pour l'auditeur financier un travail lourd pour vérifier la conformité du format retenu par l'entreprise aux exigences des normes. Lorsqu'il examine des comptes établis en IFRS, l'auditeur est particulièrement attentif à la structure et au contenu des comptes.

3.2. Passage aux IFRS : Nouvelles Difficultés pour l'auditeur financier

Le passage aux normes comptables internationales IFRS n'est pas sans incidence sur les normes de travail des auditeurs financiers

Ce passage implique plus qu'auparavant une intervention renforcée de l'auditeur sur plusieurs niveaux :

- L'association de l'auditeur au niveau du projet d'implémentation des normes (comité technique)
- Diagnostic des divergences entre les normes nationales et les normes IFRS.
- Prise en considération des options IFRS retenues par l'Entreprise.
- Audit du bilan d'ouverture.
- Audit des bilans de clôture et comptes de résultat des deux derniers exercices présentés.

A-Normes de travail : planification de la mission

L'auditeur adapte son plan de mission en prenant en considération :

- Organisation choisie par l'entreprise.
- Procédures comptables complexes, notamment celles impliquant des évaluations en juste valeur.
- Systèmes comptable et de contrôle interne.
- Possibilité d'anomalies significatives (non-maîtrise par le personnel de l'entreprise de certaines dispositions du nouveau référentiel IFRS)
- Appel à des experts externes.
- Adaptation des compétences des personnes intervenant sur la mission.

B- Normes de travail : Evaluation des risques et du contrôle interne

L'évaluation par l'auditeur du risque inhérent et du risque lié au contrôle dans le contexte du passage aux IFRS devrait le conduire à décider de renforcer la nature et l'étendue des contrôles substantifs à mettre en œuvre pour réduire le risque d'audit à un niveau acceptable faible.

C- Normes de travail : obtention d'éléments probants

Sur la base de l'évaluation du risque inhérent et du risque lié au contrôle, l'auditeur met en œuvre des procédures en vue d'obtenir des éléments probants concernant :

- La comptabilisation et l'évaluation des éléments composant le bilan d'ouverture IFRS du premier exercice présenté N-1 (actifs, passifs et éléments de capitaux propres) ;

- La comptabilisation et l'évaluation des éléments composant le bilan de clôture de chacun des exercices présentés, généralement au 31 décembre N-1 et au 31 décembre N ;
- La comptabilisation des transactions intervenues durant chacun des exercices présentés, généralement N-1 et N ;
- La présentation du tableau des flux de trésorerie ;
- Les informations présentées dans l'annexe.

Conclusion

En conclusion, notons que le passage aux normes IFRS constitue pour les entités concernées une véritable mutation impliquant des changements profonds au niveau de l'organisation, les systèmes d'information, les ressources humaines et formation ...

Pour les auditeurs financiers et commissaires aux comptes, bien que l'objectif de leur mission reste inchangé, la complexité des normes, l'évolution perpétuelle du référentiel et la faible préparation des entreprises constituent pour eux un défi majeur à surmonter et de nouveaux risques à prendre en considération pour la réussite de leur mission.

BIBLIOGRAPHIE

- Brun (Stéphan) « Les normes comptables internationales IAS/IFRS » Editeur Gualino 2006.
- BAILLY (Laurent) « Comprendre les IFRS » Editeur : Maxima, 2007.
- Bruno (BACHY), SION (Michel), « analyse financière des comptes consolidés en IFRS », 2ème édition 2009 DUNOD.
- Colmant (Bruno), (Michel) (Pierre-Armand) Tondeur (Hubert) « Comptabilité financière - Normes IAS-IFRS » Editeur : Pearson Education, 2008.
- CNCC « Le commissaire aux comptes et le passage aux IFRS » Collection Etudes techniques, CNCC Edition, Paris 2004.
- DANDON (Odile), DIDELOT (Laurent) « Maîtriser les IFRS » Editeur : Groupe revue fiduciaire, 2005.
- Eric Ducasse, Anne Jallet-Auguste, Stephane Ouvrard et Christian Prat Di Hauret, « Les normes comptables internationales IAS/IFRS », édition 2005 DE BOECK.
- PIGÉ (Benoît) , PAPER (Xavier) « Les normes comptables internationales et gouvernance des entreprises : Le sens des normes IFRS » Editions EMS, 2009
- Tort (Eric), Escafre (Lionel) « Améliorer l'information financière en IFRS : Politique comptable et communication financière » Dunod, 2012
- Loi n°20-05 du 23 mai 2008 modifiant et complétant la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes.